



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le seize décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 décembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 23

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 9

Yannick LE COQ donne pouvoir à Eric LE FEVRE
Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2024

M_DL241216_213

FINANCES - VOTE D'UNE SUBVENTION 2025 AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET REFACTURATIONS DES CHARGES INHÉRENTES AU CCAS ET SUPPORTÉES PAR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire - Le Centre Communal d'Action Sociale est un établissement public administratif chargé de piloter et de coordonner l'action sociale municipale de Montivilliers. Afin d'assurer la continuité de ses missions et d'équilibrer son budget de fonctionnement, la Ville évalue et verse annuellement une subvention de fonctionnement.

Le rôle du CCAS de Montivilliers est de mettre en lien les personnes âgées avec les prestations sociales locales qui peuvent leur être utiles, notamment l'hébergement et la restauration par le biais des résidences autonomes. En cette période de crise sanitaire, la ville maintient son soutien au CCAS, dont l'activité est élémentaire dans les réponses à apporter aux familles Montivillonnaises.

Dans l'attente d'une nouvelle convention entre la Ville de Montivilliers et le CCAS, il est proposé de faire perdurer les pratiques de l'ancienne convention actée par la délibération n° 23 du Conseil Municipal du 14 décembre 2015.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le budget primitif de l'exercice 2024 ;
- VU** la commission Finances du 22 novembre 2024 portant sur le rapport d'orientations budgétaires ;
- VU** la délibération et le rapport sur les orientations budgétaires du 25 novembre 2024 ;
- VU** la commission Finances du 13 décembre 2024 qui s'est réunie pour examiner le BP 2025 ;

CONSIDÉRANT

- Que le Centre Communal d'Action Sociale met en œuvre la politique sociale de la commune en direction des habitants ;
- Que le montant de la subvention annuelle est déterminé pour assurer l'équilibre du budget du CCAS ;
- Que la ville supporte des charges inhérentes au CCAS

Sa commission Finances réunie le 13 décembre 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'attribuer**, pour 2025, une subvention au Centre Communal d'Action Sociale pour un montant maximum de 1 332 000,00 €

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécour citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- **De refacturer**, pour 2025 au CCAS les charges supportées par le budget principal de la commune à savoir :

- La masse salariale tant du CCAS que des résidences autonomie estimée au BP 2025 à 950 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)
- La fourniture de repas aux résidences autonomie estimée au BP 2025 à 120 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)
- Les frais des moyens des ressources hors masse salariale estimés au BP 2025 à 150 000 € (montant définitif qui sera acté sur un état récapitulatif établi par la Ville)

Imputations budgétaires

Exercice 2025

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 420

Nature et intitulé : 657362

Montant de la dépense : 1 332 000 €

Imputations budgétaires

Exercice 2025

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 420

Nature et intitulé : 70841

Montant de la recette : 950 000 €

Imputations budgétaires

Exercice 2025

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 4238

Nature et intitulé : 7067

Montant de la recette : 120 000 €

Imputations budgétaires

Exercice 2025

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 420

Nature et intitulé : 70873

Montant de la recette : 150 000 €

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

